

# Assemblée Générale Ordinaire

du

30 mai 2013



COMPAGNIE  
DE

CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

[www.cfd.fr](http://www.cfd.fr)

9 RUE BENOÎT MALON 92150 SURESNES 01 45 06 44 00



COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

# COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

Société anonyme au capital de 1 000 000 €  
RCS Nanterre B542 100 086 SIRET 542 100 086 00157  
9/11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes

## Conseil d'Administration:

M. François de Coigny  
Mme Marie Solange de Luppé  
Mme Olivia de Demandolx  
M. Berndt Wichelhaus  
M. Philippe Gausset  
M. Vivien de Coigny

55 boulevard d'Auteuil 92100 Boulogne  
496 chemin de la Morvenède 83110 Sanary  
18 avenue de la Motte Picquet 75007 Paris  
13 Hombergstrasse 50996 Köln  
45 avenue Foch 69006 Lyon  
49 rue Poncet 75017 Paris

Président  
Administrateur  
Administrateur  
Administrateur  
Administrateur  
Administrateur

## Directeur Général

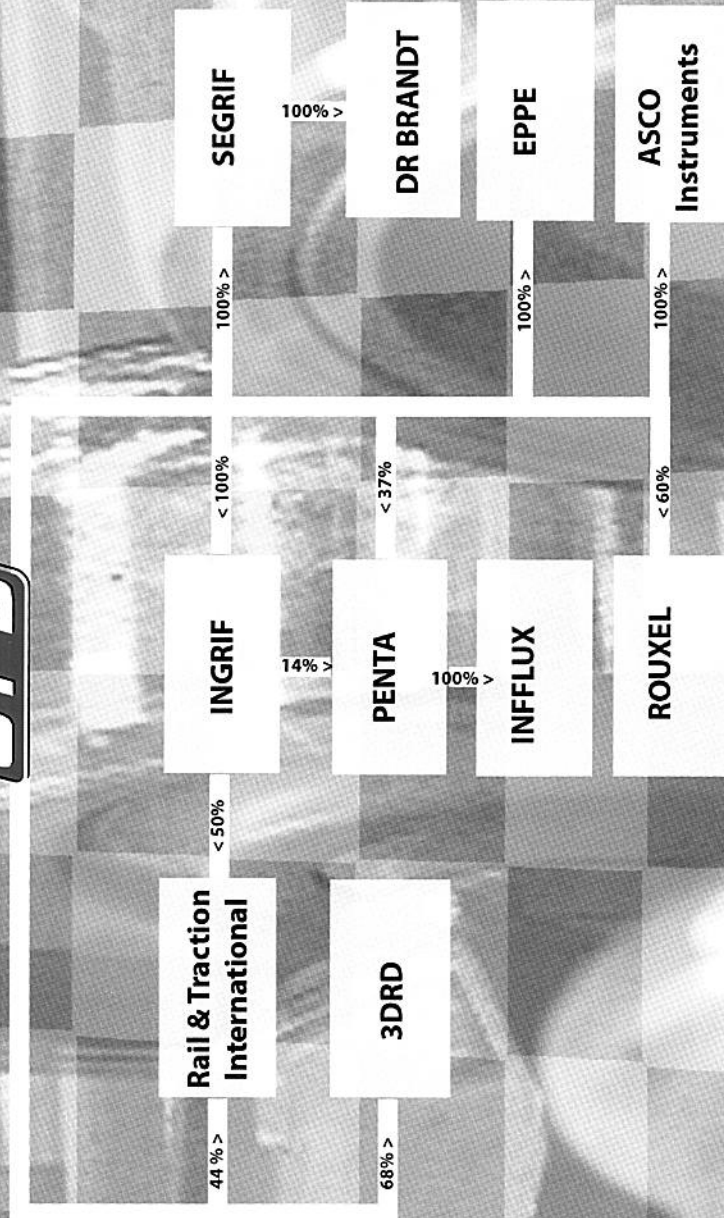
M. Jean Marie Wintgens

22 rue du bosquet 4470 Belgique

## Commissaires aux Comptes

Deloitte et Associés  
Cabinet B.E.A.S.

185 avenue du général de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine  
185 avenue du général de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine



# COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

## Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

En 2012 et début 2013, nous avons consolidé le périmètre de nos activités logicielles et industrielles par croissance externe. Nous avons maintenant une base solide dans ces secteurs et nous travaillerons en 2013 à rationaliser ces activités, créer une organisation de groupe et développer les synergies entre nos sociétés.

Les résultats de 2012 ont été meilleurs qu'en 2011. La conjoncture difficile actuelle ne permet pas de faire raisonnablement des prévisions. Notre sentiment est que dans le secteur du logiciel, les positions déjà prises permettent de faire face à une conjoncture difficile, alors que dans le secteur industriel, la situation est plus fragile.

### Le pôle des techniques industrielles

Le chiffre d'affaires des sociétés du pôle des techniques industrielles a fortement progressé du fait de l'intégration de la société DR Brandt. Les principaux chiffres de ce pôle sont les suivants :

	Chiffre d'affaires		Résultats après impôts	
	2012	2011	2012	2011
INGRIF	1 261 759	1 090 436	153 172	60 851
SEGRIF	903 266	656 006	80 703	43 098
EPPE	2 180 759	2 722 316	56 970	44 988
Dr Brandt	2 149 586		28 411	
	<b>6 495 370</b>	<b>4 468 758</b>	<b>300 383</b>	<b>148 937</b>

L'accroissement d'activité des sociétés INGRIF et SEGRIF, associé à quelques profits exceptionnels, a permis une augmentation significative des résultats en 2012 par rapport à 2011.

La société Dr Brandt a augmenté son chiffre d'affaires de 32 % par rapport à l'année précédente, ce qui lui a permis d'obtenir un résultat positif.

L'année 2013 se présente cependant comme très difficile sur ce secteur, compte tenu de la conjoncture générale du marché des biens d'équipement, notamment dans le secteur sidérurgique.

En fin d'année 2012, nous avons pris le contrôle de la société ASCO Instruments qui réalise 2 millions de chiffre d'affaires avec une dizaine de personnes. Les produits de la société, (capteurs de mesures pour process industriels) complètent heureusement la gamme de produits développés par Dr Brandt et SEGRIF.

Le résultat 2012 de la société ASCO Instruments s'est élevé à 297 778 euros et nous prévoyons d'obtenir un résultat supérieur à 200 000 euros en 2013, malgré les difficultés conjoncturelles du secteur.

Le rachat de la société ASCO s'est fait au prix de 2 197 822 euros (résultat 2012 inclus). Un complément de prix pourrait être accordé aux vendeurs si la moyenne des résultats 2013/2014 dépassait 250 000 euros.

Le pôle informatique

- L'activité des sociétés PENTA et ROUXEL

Le chiffre d'affaires et les résultats ont été en progression en 2012 par rapport à l'année précédente :

Pôle Logiciels	Chiffre d'affaires		Résultats après impôts	
	2012	2011	2012	2011
PENTA	540 146	534 060	101 516	86 936
ROUXEL	598 128	595 467	149 760	56 807
Total	1 138 274	1 129 527	251 276	143 743
Quote part groupe CFD			142 644	101 025
Total consolidant le CA logiciel de INGRIF	1 138 274	1 129 527	142 644	101 025

- La reprise de la société INFFLUX

Début 2013, la société PENTA a pris le contrôle de 100% de la société INFFLUX

La société INFFLUX est un concurrent direct de la société PENTA (réalisation de WMS), avec une taille bien plus importante puisqu'elle a réalisé 3,2 millions de chiffre d'affaires avec 45 salariés et un résultat net de 104 000 euros au cours du dernier exercice. Les deux sociétés vont pouvoir développer des synergies leur permettant un meilleur développement sur le marché.

La reprise de la société INFFLUX s'est faite de la manière suivante :

La Compagnie de Chemins de Fer Départementaux a souscrit à une augmentation de capital chez PENTA pour un montant de 210 520 euros.

La société PENTA a racheté les actions de 3 actionnaires d'INFFLUX pour un montant de 154 696 euros.

Les autres actionnaires d'INFFLUX ont échangé leurs actions contre des actions nouvelles PENTA.

A la suite de ces opérations, PENTA détient 100% d'INFFLUX et notre Compagnie détient environ 52 % de la société PENTA (38 % directement et 14 % par l'intermédiaire d'INGRIF).

Le pôle Ferroviaire

La société RTI a réalisé un chiffre d'affaires de 286 000 euros en 2012 contre 782 000 euros en 2011. Le résultat présente un déficit de 43 000 euros.

Les Chemins de Fer Corses ayant décalé leur commande de locomotives reconditionnées, le chiffre d'affaires prévu en 2012 devrait se reporter en 2013.

Devant les difficultés du secteur, nous avons provisoirement gelé la réalisation du prototype de démonstration pour l'application de la géolocalisation au ferroviaire.

Immobilier

En 2012, le chiffre d'affaires généré par l'immobilier a représenté une hausse de 3,8 % par rapport à 2011.

	2009	2010	2011	2012
	638 711	484 476	452 896	524 606
Loyers et charges perçus par la Compagnie				
Loyers et charges perçus par la SC Immobilière CFD	638 711	600 469	592 201	664 753

Situation financière de la Compagnie de Chemins de Fer Départementaux

Le résultat, après 192 780 euros de dotation aux amortissements et provisions, après un impôt société de 42 864 euros, s'élève à 460 647 euros contre 262 003 euros, l'année précédente.

La situation financière des cinq dernières années a évolué comme suit :

	2008	2009	2010	2011	2012
Capitaux propres	15 281 009	15 498 338	18 883 578	16 395 581	16 416 228
Trésorerie disponible	12 879 012	11 272 025	15 507 231	8 427 797	6 229 451

La diminution de la trésorerie en 2012 s'explique, par la prise de participation de 60% dans la société Rouxel au prix de 840 000 euros, par la prise de participation de 100% dans ASCO Instruments pour un montant global de 2 150 000 euros dont 1 150 000 euros ont été versés sur l'exercice 2012.

En application de l'article D.441-4 du code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition à la date du 31 décembre 2012 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.

Échéances (J = Date de clôture)	Dettes échues à la clôture		Échéance de J à J + 30		Hors échéance	Total Dettes Fournisseurs	
	31/12/11	31/12/12	31/12/11	31/12/12	31/12/11	31/12/11	31/12/12
Fournisseurs	3 225	10 478	12 633	52 648		15 858	63 126
Fournisseurs immobilisations	3 225	10 478	12 633	52 648		15 858	63 126
Total à payer					17 609	17 609	19 098
Factures non parvenues							
Total	3 225	10 478	12 633	52 648	17 609	33 467	82 224

Distribution et affectation du résultat

Nous vous proposons la distribution d'un dividende de 16 € par action, éligible à l'abattement de 40%, représentant une distribution globale de 440 000 euros, suivant l'affectation ci-après :

Libellé	Report à Nouveau
Solde	10 656 886
Résultat de l'exercice	460 647
distribution de dividendes	440 000
Nouveau solde	10 677 533

Le versement de ces dividendes aurait lieu le 17 juin 2013

Il est rappelé qu'il a été distribué au cours des trois exercices précédents :

Année	Dividende par action	Distribution globale
2011	16,00	440 000 €
2010	100,00	2 750 000 €
2009	16,00	440 000 €

Renouvellement de mandats d'administrateur

Nous vous proposons le renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur François de Coincy, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2018.



## Rapport du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

Mesdames, Messieurs,

Il vous est présenté un rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux dudit Conseil, ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

### 1 – Le fonctionnement du conseil d'administration

Le Conseil délibère sur toutes les questions de la vie du groupe et en particulier sur les décisions stratégiques. En 2012, il s'est réuni les 29 mars, 31 mai, 13 septembre et 13 décembre. Le taux moyen de participation au Conseil d'Administration a été de 95 %.

Le Conseil d'Administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général

Chaque année, le Conseil d'Administration prépare l'assemblée générale ordinaire (avril), et approuve les budgets de l'année suivante (décembre).

Le Conseil d'Administration se réunit sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement, d'un administrateur désigné par ses collègues.

### 2 – Les procédures de contrôle interne.

- o Conformité aux lois et réglementation,  
L'entreprise s'appuie sur les services d'un cabinet spécialisé pour s'assurer, si besoin est, que ses déclarations fiscales et sociales sont conformes à la législation en vigueur.
- o Fiabilité des informations financières et de la gestion,  
L'entreprise effectue un point sur ses résultats au moins quatre fois par an. Le rapport fait ressortir la situation du mois M-1, la comparaison avec le budget ainsi que l'estimation du résultat en fin d'exercice.
- o Prévention et détection des fraudes et erreurs,  
La fonction comptable ne comporte pas d'autorisation de signatures bancaires. Celles-ci sont assumées par la Direction.
- o Protection des actifs,  
Il n'existe pas de risques significatifs sur nos actifs immobiliers compte tenu de leur couverture par des polices d'assurance.

## COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 MAI 2013

## PROJET DE RÉSOLUTIONS

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les Comptes et le Bilan de l'exercice 2012 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations de l'Entreprise, telles que ces opérations résultent desdits Comptes et Rapports.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2012.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat 2012 proposée par le Conseil d'Administration.

Elle fixe en conséquence le dividende à 16 € par action éligible à l'abattement de 40% sur la totalité du montant distribué soit 440 000 €

Il est rappelé qu'il a été distribué au cours des trois exercices précédents :

Année	Dividende par action (1)	Distribution globale
2011	16 €	440 000 €
2010	100 €	2 750 000 €
2009	16 €	440 000 €

(1) éligible à l'abattement de 40% sur la totalité du montant distribué

### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du Rapport Spécial établi par les Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce. Elle approuve ledit rapport, ainsi que les Conventions qui y sont visées.

### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur François de Coincy pour une durée de six années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

BILAN

Actif (en Euros)	Valeur au 31 12 2012			31 12 2011
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	16 811	12 816	3 995	9 598
Terrains	230 000		230 000	230 000
Constructions	2 464 407	1 400 811	1 063 597	991 627
Matériel et outillage	2 084	699	1 385	1 802
Autres immobilisations corporelles	84 408	65 637	18 771	23 288
Immobilisations en cours				
Participations	7 743 171		7 743 171	4 735 531
Prêts	109 330		109 330	109 330
Autres immobilisations financières	8 784		8 784	8 784
<b>Total 1</b>	<b>10 658 996</b>	<b>1 479 963</b>	<b>9 179 033</b>	<b>6 109 960</b>
Stock d'en-cours de productions de biens	140 291		140 291	136 791
Avances, acomptes versés sur commande	14 288		14 288	25 162
Clients et comptes rattachés	194 882	50 924	143 958	28 121
Autres créances	3 440 582	945 554	2 495 028	2 493 998
Valeurs mobilières de placement	5 502 475	265 429	5 237 046	8 345 443
Disponibilités	989 570		989 570	82 354
Charges constatées d'avance	2 835		2 835	
<b>Total 2</b>	<b>10 284 922</b>	<b>1 261 907</b>	<b>9 023 015</b>	<b>11 111 868</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>20 943 918</b>	<b>2 741 870</b>	<b>18 202 048</b>	<b>17 221 828</b>

Passif (en Euros)	31 12 2012 avant répartition	31 12 2011 avant répartition
Capital social	1 000 000	1 000 000
Réserve légale	100 000	100 000
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 196 408	4 196 408
Report à nouveau	10 656 886	10 834 884
Résultat de l'exercice	460 647	262 003
Provisions réglementées	2 287	2 287
<b>Total 1</b>	<b>16 416 228</b>	<b>16 395 581</b>
<b>Provisions pour charges 2</b>	<b>174 011</b>	<b>174 011</b>
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	341 795	458 842
Emprunts et dettes financières diverses	92 751	68 196
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 224	33 467
Dettes fiscales et sociales	94 972	91 520
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 000 000	
Autres dettes	68	211
<b>Total 3</b>	<b>1 611 809</b>	<b>652 235</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>18 202 048</b>	<b>17 221 828</b>

COMPTE DE RESULTAT

(en Euros)	2012	2011
Chiffre d'affaires	538 638	454 121
Production stockée	3 500	25 469
Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	0	0
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>542 138</b>	<b>479 590</b>
Achats de matière et autres approvisionnements	11 214	0
Autres achats et charges externes	384 419	350 311
Impôts, taxes et versements assimilés	129 210	129 934
Salaires et traitements	148 973	170 882
Charges sociales	66 435	55 384
Dotation aux amortissements	99 417	80 693
Dotation aux provisions	51 263	377
Autres charges	25 001	25 000
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>915 932</b>	<b>812 581</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-373 794</b>	<b>-332 991</b>
Produits financiers et assimilés	917 284	723 514
Charges financières et assimilées	-57 560	-210 531
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>485 930</b>	<b>179 991</b>
Produits exceptionnels	17 581	16
Charges exceptionnelles	0	-837
Impôts sur les bénéfices	42 864	-82 833
<b>Résultat net</b>	<b>460 647</b>	<b>262 003</b>



Rapport du Commissaire aux Comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Compagnie de Chemins de fer Départementaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans la note c) des règles et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, votre société décrit les modalités de détermination de la valeur d'utilité des titres de participation et les circonstances qui peuvent conduire à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation.

Nous avons procédé à l'appréciation du bien fondé de l'approche retenue par la société pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation, ainsi qu'à l'appréciation du caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 6 mai 2013  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés  
Pascal REMBERT

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes  
sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2012

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Pour trois filiales et participations, les opérations commerciales et/ou de trésorerie font l'objet d'une inscription en compte courant. Le solde de ces comptes courants au 31 Décembre 2012 vous est présenté dans le tableau ci-après :

Société Concernée	Solde débiteur brut en euros	Provision pour dépréciation	Solde débiteur net en euros
Société Civile CFD	2 197 625	0	2 197 625
3DRD	166 835	0	166 835
BIOPRESSE S.A	945 554	945 554	0

Ces comptes courants ne sont pas rémunérés.

M. François de Coincey est Gérant de la Société Civile CFD, Président de la société 3DRD, et Président Directeur Général de Biopresse SA.

Neuilly-sur-Seine, le 6 mai 2013  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés  
Pascal REMBERT

**COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX**  
**RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**  
**EXERCICE 2012**

	2008	2009	2010	2011	2012
<b>I- CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
- Capital Social	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500
- Nombre d'actions ordinaires existantes	0	0	0	0	0
- Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>II- OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1 231 677	1 160 682	805 398	454 121	538 638
- Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	7 068 508	734 360	3 992 926	353 745	696 291
- Impôts sur les bénéfices	323 417	135 903	90 290	82 833	42 864
- Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
- Résultats après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	6 567 481	628 830	3 823 953	262 003	460 647
- Résultat distribué (1)	412 500	440 000	2 750 000	440 000	440 000
<b>III- RESULTATS PAR ACTION</b>					
- Résultats après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	245,28	21,76	141,91	15,88	23,76
- Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	238,82	22,87	139,05	9,53	16,75
- Dividende attribué à chaque action (1)	15	16	100	16	16
IV- Nombre de salariés (effectif moyen)	5	5	4	5	4
- Montant de la masse salariale de l'exercice	362 567	253 465	306 759	170 882	148 973
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales, etc ...)	154 956	100 476	147 125	55 384	66 435

(1) Pour 2012 soumis à l'approbation de l'A.G du 30 mai 2013

**TABEAU DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

**EXERCICE 2012**

SOCIETES	Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations	Capital en euros	Capitaux Propres autres que le capital	Quote-Part du Capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	Brute	Nette	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice H.T	Résultat ou Bénéfice	Dividendes encaissés par la société
INGRIF (Belgique)		62 000	1 512 488	100,00	2 300 000	2 300 000		-	-	1 261 758	153 172	154 380
SEGRIF (Belgique)		62 000	1 270 125	100,00	1 450 000	1 450 000		-	-	903 266	80 703	96 903
EPPE (Belgique)		62 000	738 729	100,00	750 000	750 000		-	-	2 180 760	56 970	63 949
3DRD (Roumanie)		448	-110 315	68,02	300	300		166 835	-	96 090	-432	-
SCI Immobilière CFD (1)		15 245	255 602	99,90	15 230	15 230		2 197 625	-	664 753	255 602	-
Rail et Traction International (Belgique)		500 000	-45 079	44,00	220 000	220 000		-	-	285 931	-43 047	-
Biopresse		45 000	-2 290 814	99,80	1	1		945 554	-	-	-2 133	-
Asco Instruments		115 500	818 229	100,00	2 150 000	2 150 000		-	-	2 018 463	297 778	-
Rouxel Informatique		95 420	930 523	60,00	857 640	857 640		-	-	598 128	149 760	24 000

(1) Le résultat au 31/12/2012 de la SCI est inclus dans les comptes de la Compagnie de Chemins de Fer Départementaux



Commentaires sur les comptes 2012

A - Evolution des participations

Titres de participations	31 12 2011	Acquisitions	Cessions	31 12 2012
Biopresse	1			1
3D Rom Design	300			300
SC Immobilière CFD	15 230			15 230
INGRIF	2 300 000			2 300 000
SEGRIF	1 450 000			1 450 000
EPPE	750 000			750 000
Rail & Traction International	220 000			220 000
Rouxel Informatique	0	857 640		857 640
Asco Instruments	0	2 150 000		2 150 000
<b>Total des titres de participations</b>	<b>4 735 531</b>	<b>3 007 640</b>		<b>7 743 171</b>

Les titres acquis au cours de l'exercice se composent de :

- 60% des parts sociales de la société Rouxel Informatique pour un montant de 857 K€. Un complément de prix de 60 K€ conditionné par des critères contractuels sera éventuellement à payer aux cédants au plus tard 120 jours après le terme du 3<sup>ème</sup> exercice suivant cette acquisition.
- 100% des actions de la société Asco Instruments, transaction comptabilisée dans les comptes de l'exercice 2012 pour un montant provisoire de 2.150 K€. Le prix définitif de 2.197 K€ a été déterminé après l'arrêté des comptes sur la base des termes du contrat. Un complément de prix défini selon des critères contractuels sera éventuellement déterminé sur la base des états financiers 2013 et 2014 de la filiale dans la limite d'un montant maximal de 350 K€.

B - Evolution des valeurs mobilières de placement

	31 12 2011	Acquisitions	Cessions	31 12 2012
SICAV	2 268 941	0	2 268 941	0
Compte à Terme	5 000 000	1 415 400	2 000 000	4 415 400
Actions	1 299 831	9 185	221 941	1 087 075
<b>Total</b>	<b>8 568 772</b>	<b>1 424 585</b>	<b>4 490 882</b>	<b>5 502 475</b>

Les comptes de disponibilités incluent les liquidités et les placements à court terme qui sont immédiatement réalisables. Ils correspondent en majorité à des opérations comptabilisées et non encore pris en compte sur le compte bancaire à la date de la clôture.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire de ces titres, déterminée sur la base de leur valeur probable de négociation, c'est-à-dire leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice, est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le montant des valeurs mobilières de placement au bilan au 31/12/12 s'élève à 5 502 475 €

Le montant des valeurs mobilières de placement au prix du marché à la clôture est d'un montant de 5 237 046 €

C - Provisions pour risques et charges

	31 12 2011	Augmentation	Diminution	31 12 2012
<b>Provisions pour</b>				
Charges d'exploitation	76 663			76 663
Charges financières	97 348			97 348
<b>Total</b>	<b>174 011</b>			<b>174 011</b>

La société applique le règlement sur les passifs (résultant de l'avis CNC 00-01 émis par le Conseil National de la Comptabilité le 20 avril 2000, adopté le 7 décembre 2000 par le règlement CRC 00-06 du Comité de la Réglementation Comptable) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

D - Variation des capitaux propres

- Montant des capitaux propres à l'ouverture 16 395 581 €
- Résultat de l'exercice 2012 460 647 €
- Montant des dividendes distribués en 2012 - 440 000 €
- Montant des capitaux propres à la clôture **16 416 228 €**

PRODUITS A RECEVOIR	Montant début d'exercice	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Clients factures à établir	4 567	51 838	4 567	51 838
Autres créances				
Avoirs à recevoir				
Produits à recevoir		14 107		14 107
Disponibilités				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 567</b>	<b>65 945</b>	<b>4 567</b>	<b>65 945</b>

CHARGES A PAYER	Montant début d'exercice	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Montant à la fin de l'exercice
<b>Emprunts dettes :</b>				
- Intérêts courus sur emprunts				
- Agios courus sur découverts bancaires				
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés :</b>				
- Factures fournisseurs non parvenues	17 609	19 098	17 609	19 098
<b>Dettes fiscales :</b>				
- Taxes s/congés et rémunérations à payer	3 143	5 241	3 143	5 241
<b>Dettes sociales :</b>				
- Provis. congés payés / rémunérations à payer / charges soc.	23 252	47 251	23 252	47 251
- Dettes sur participation des salariés				
<b>Autres Dettes :</b>				
- Charges à payer	12 500		12 500	
- Avoirs à établir				
<b>Jetons de présence</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>56 504</b>	<b>71 590</b>	<b>56 504</b>	<b>71 590</b>

PROVISIONS	Montant début d'exercice	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires	2 287			2 287
Provisions pour litiges				
Provisions sur impôts				
Autres provisions pour risques et charges	174 011			174 011
<b>Provisions pour dépréciation :</b>				
- s/ immobilisations (titres de participation)		50 924		50 924
- s/ comptes clients	1 168 544	42 439		1 210 983
- autres provisions pour dépréciations	<b>1 344 842</b>	<b>93 363</b>		<b>1 438 205</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		51 263		
- financières		42 100		
- exceptionnelles				

<b>MONTANT DES ENGAGEMENTS DONNES AU 31.12.2012</b>	<b>15 000</b>
<b>MONTANT DES ENGAGEMENTS RECUS AU 31.12.2012</b>	<b>500 000</b>



## IMMOBILISATIONS

Immobilisations brutes	Valeur brute au début de l'exercice 2012	Augmentation, acquisition, apports	Diminution, cessions, mise au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice 2012
Immobilisations incorporelles	16 811			16 811
Terrains	230 000			230 000
Constructions	1 814 159			1 814 159
Agencements et aménagements	493 357	156 892		650 249
Matériel et outillage	2 084			2 084
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	80 449	3 959		84 408
Autres participations financières	4 735 531	3 007 640		7 743 171
Immobilisations corporelles en cours				
Prêts et autres immobilisations financières	118 114			118 114
<b>TOTAL</b>	<b>7 490 505</b>	<b>3 168 491</b>		<b>10 658 996</b>

## AMORTISSEMENTS

Amortissements	Valeur au début de l'exercice 2012	Dotation de l'exercice	Diminution, reprise d'amortissements	Valeur à la fin de l'exercice 2012
Immobilisations incorporelles	7 213	5 604		12 817
Constructions	976 000	54 246		1 030 246
Agencements et aménagements	339 890	30 675		370 565
Matériel et outillage	282	417		699
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	57 161	8 475		65 636
<b>TOTAL</b>	<b>1 380 545</b>	<b>99 417</b>		<b>1 479 963</b>

## EFFECTIFS

EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE	CADRES & MAITRISE		OUVRIERS & EMPLOYES		TOTAL	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
EXERCICES						
<b>TOTAL DE L'ENTREPRISE</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>

## CHIFFRE D'AFFAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES	2010	2011	2012
Matériel ferroviaire			12 460
Location de locaux commerciaux	484 477	452 896	524 607
Prestations aux sociétés du groupe	320 921	0	1 500
Recettes diverses et accessoires	-	1 225	71
<b>TOTAL</b>	<b>805 398</b>	<b>454 121</b>	<b>538 638</b>

## Information concernant les mandataires sociaux

### 1 - Jetons de présence

Pour l'année 2012, un montant de 25 000 euros a été attribué aux membres du Conseil d'administration à titre d'émoluments. La répartition entre les administrateurs est faite à raison de 50% en part fixe et 50% au prorata des présences aux conseils.

### 2 - Rémunération exceptionnelle

Il peut être alloué aux administrateurs des rémunérations exceptionnelles pour des missions particulières. En 2012, aucune somme n'a été allouée.

### 3 - Mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés (au 31 mars 2013)

Nom	Société	Fonction
M. Vivien de Coigny	Molatorious Maison en vogue	Président Directeur Général
M. François de Coigny	INGRIF SEGRIF EPPE Biopresse Immobilière CFD 3DRD Archimedia Alip Gestion	Président (1) Président (1) Président (1) PDG Gérant Président Gérant Gérant
(1) en tant que représentant de la Compagnie de Chemins de Fer Départementaux		
M. Philippe Gausset	Tourisme Participations GIBL FID Management IDF Partners Huttopia TELCO Développement FONEE Alpvision Résidences (Suisse) SCI PHIA Cie des bateaux du lac du Bourget SOFECO TRANSMONTAGNE SLOVAKIA ADLUMEN	Président Président Gérant Président Administrateur Administrateur Président Administrateur Co-Gérant Président Administrateur Administrateur Gérant
M. Jean-Marie Wintgens	INGRIF SEGRIF EPPE Dr. BRANDT HOCS RTI Laser Engineering RTM ROUXEL PENTA INFLUX	Directeur Général Directeur Général Directeur Général Directeur Général Gérant Gérant Gérant Président Directeur Général Président

### 4 - Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes s'élevaient à 13 500 euros hors taxes pour l'exercice 2012.

COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

Liste des actionnaires détenant plus de 5% du capital

Capital Social au 30 avril 2012	Nombre d'actions	Pourcentage
Madame de Coigny	7 017	25,52
Archimédia	3 936	14,31
Madame de Luppé	2 954	10,74
Madame Aymé	2 939	10,69
Madame Dechambre	2 939	10,69
Monsieur de Coigny	2 061	7,49
Monsieur Jeanin Nalltet	1 858	6,76
Divers (environ 140)	3 796	13,80
TOTAL	27 500	100,00

Actions détenues par les salariés au 31 12 2012 : 0

COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Titres de participation

La société a acheté en 2012 60% de la société Rouxel Informatique et 100% de la société ASCO Instruments

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Conventions Générales Comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels édictés par le règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999.

La méthode de base retenue, pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels.  
Elles sont amorties sur une durée de 3 ans.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements, pour dépréciation, sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- . Constructions 20 ans
- . Agencements et aménagements des constructions 10 ans
- . Installations techniques 10 ans
- . Matériel et outillage industriels 8 ans
- . Matériel de bureau et informatique 5 ans
- . Mobilier de bureau 10 ans

c) Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable corrigé de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de détenir la participation.

d) Stocks et en-cours

Les en-cours, sont valorisés en fonction de l'état d'avancement.

e) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

f) Disponibilités

Les comptes de disponibilités incluent les liquidités et les placements à court terme qui sont immédiatement réalisables.

g) Provisions réglementées :

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent les amortissements dérogatoires.

h) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

i) Note de présentation :

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2012 est de 18.202.048 €. Il était de 17.221.828 € au 31/12/2011.

Le compte de résultat de l'exercice, dégage un bénéfice de 460.647 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.